



## AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

Procédure restreinte sous-régionale (UEMOA) – Préqualification

**Recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude portant sur la pérennité des infrastructures hydro-agricoles financées par la BOAD.**

**AMI/001/2026/DSE/BOAD**

### **I. DESCRIPTION DU PROJET**

#### **1. Type de marché**

Marché à prix forfaitaire

#### **2. Description du marché**

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution communautaire dédiée au financement du développement dans les huit (08) Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les Etats concernés sont : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La BOAD a été créée en 1973 et est opérationnelle depuis 1976. En dehors de ses Etats membres et de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qui sont ses actionnaires régionaux, la BOAD a comme actionnaires : la République Française, la Chine, la Banque Africaine de Développement (BAD), le Royaume de Belgique, la Banque Européenne d'Investissement (BEI), l'Allemagne, l'Inde, le Royaume du Maroc et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA).

La Banque est notée depuis 2015 « Investment grade », par les agences Moody's et Fitch ratings qui ont attribué respectivement des notes Baa1 et BBB.

La BOAD met en œuvre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026 son 4<sup>ème</sup> Plan Stratégique 2026-2030, dénommé « Djoliba... La Suite », qui prend le relais du Plan DJOLIBA 2021-2025. Il constitue le nouveau cadre de référence de l'ensemble des interventions de l'institution. Dans la continuité des acquis du cycle précédent, ce plan ambitionne de renforcer davantage l'efficacité, la durabilité et l'impact à long terme des interventions de la Banque, notamment en mettant un accent particulier sur les investissements structurants, la résilience climatique, l'intégration régionale, la souveraineté alimentaire et énergétique, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations des Etats membres.

Le secteur agricole demeure à cet égard un pilier central des économies de l'UEMOA : il contribue à près de 30 % du PIB régional et emploie plus de 60 % de la population active, tout en jouant un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la stabilité sociale.

Toutefois, ce secteur reste structurellement vulnérable aux aléas climatiques, en raison d'une forte dépendance à l'agriculture pluviale. Face à ces défis, les investissements en infrastructures hydro-agricoles constituent des leviers stratégiques pour sécuriser la production agricole, réduire la vulnérabilité climatique et consolider la souveraineté alimentaire régionale. En cohérence avec ses plans stratégiques successifs, dont celui en cours « Djoliba... La Suite » (2026-2030), la BOAD a consenti des investissements substantiels dans le développement rural depuis sa création. Son portefeuille dans le secteur comprend notamment des aménagements hydro-agricoles (périmètres irrigués, retenues d'eau), des pistes rurales, des forages et ouvrages hydrauliques et des infrastructures communautaires associées.

Malgré l'ampleur de ces investissements, les évaluations conduites par la BOAD et les institutions partenaires révèlent des insuffisances en matière de pérennité des infrastructures du secteur agricole, ce qui compromet la durabilité des bénéfices économiques et sociaux.

Dans ce contexte, la Banque souhaite approfondir l'analyse des causes structurelles de la faible durabilité des infrastructures hydro-agricoles qu'elle a financées dans cinq (05) pays sur la période 2009-2024 (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Togo). L'étude devra permettre d'identifier les facteurs techniques, institutionnels, financiers, contractuels et numériques expliquant la dégradation des performances des ouvrages après la clôture des projets.

L'objectif général de l'étude est d'examiner de façon approfondie les causes structurelles de la faible pérennité des infrastructures hydro-agricoles financées par la BOAD dans cinq (05) pays sur la période 2009-2024 (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Togo), afin de proposer des recommandations concrètes permettant de renforcer la durabilité technique, financière et institutionnelle des ouvrages, et de maximiser la pérennité des impacts socio-économiques des projets financés.

Conformément à la stratégie de production intellectuelle et de gestion des connaissances de la BOAD, les conclusions de l'étude feront l'objet d'un partage au cours d'un atelier régional.

La BOAD souhaite donc requérir les services d'un consultant, spécialisé dans le domaine, qui l'accompagnera dans la réalisation de cette étude et le transfert de compétences.

### **3. Nombre et intitulé des lots**

Marché en lot unique

### **4. Budget maximum**

Le budget maximum est de cinquante millions (50 000 000) de francs CFA HT (incluant honoraires et débours).

## **II. CONDITIONS DE PARTICIPATION**

### **5. Eligibilité**

La participation au marché est ouverte aux personnes morales (participant soit individuellement, soit dans un groupement - consortium - de soumissionnaires) :

- (1) La participation à l'appel à manifestation d'intérêt est ouverte à toute personne morale d'un Etat éligible, conformément au Guide des Procédures d'Achats de la BOAD (disponible sur le site web <https://www.boad.org/fr/opportunités/appels-doffre/>) ;
- (2) La participation à l'appel à manifestation d'intérêt est ouverte aux Organisations Internationales (par nature quel que soit le lieu où elles siègent). Les Organisations Internationales n'ont en effet à ce titre pas de nationalité. Ce sont des entités formées par au moins deux Etats et reconnues comme telles par un Etat tiers. Leur acte les définit comme non sujettes aux lois nationales du pays de leur Siège ;
- (3) La participation d'une entité inéligible entraînera l'élimination automatique de l'offre concernée.

## 6. Nombre d'offres

Une personne morale ne peut soumettre plus d'une offre, quelle que soit la forme de sa participation (soit individuellement, soit dans un groupement-consortium de soumissionnaires). Dans le cas où une personne physique ou morale soumettrait plus d'une offre, toutes les offres auxquelles cette personne participe sont éliminées.

## 7. Situations d'exclusion

Dans le formulaire de soumission, les soumissionnaires doivent soumettre une déclaration signée, incluse dans le formulaire standard de soumission, selon laquelle ils ne se trouvent dans aucune des situations visées au point 2.2.2 du Guide des Procédures d'Achats de la BOAD.

## 8. Possibilités de sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée.

### III. CALENDRIER PREVISIONNEL DES OPERATIONS

#### 9. Date prévue de commencement du marché

Les prestations doivent impérativement démarrées, au plus tard le **1<sup>er</sup> octobre 2026**.

#### 10. Durée de mise en œuvre du marché

La prestation est prévue pour une durée de **trois (03) mois** à compter de la date de signature du contrat, hors délais de validation par la Banque.

### IV. CRITERES DE SELECTION ET D'ATTRIBUTION

#### 11. Critères de sélection

##### 1. Capacité économique et financière du soumissionnaire.

Dans le cas où le soumissionnaire est un organisme public, une information équivalente devrait être fournie.

- Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen (calculé sur les années 2023 à 2025) supérieur au budget maximal alloué sur le marché.

##### 2. Capacité professionnelle du soumissionnaire

- a) Être autorisé à exercer dans le domaine des prestations. Cette autorisation doit être attestée par une copie de l'inscription au registre du commerce, de la carte d'opérateur ou de toute autre pièce officielle équivalente.
- b) Avoir parmi son personnel permanent les profils suivants :

Profil	Rôle dans la mission	Qualifications minimales requises
<b>Chef de mission (Expert senior – Évaluation et Politiques publiques)</b>	Coordination générale de l'étude ; garant de la cohérence et de la qualité analytique de livrables ; interface principale avec la BOAD ; validation des livrables ; animation de l'atelier de restitution	Bac+5 (économie, développement rural, infrastructures ou domaines connexes) ; ≥ 15 ans d'expérience en évaluation de projets d'infrastructure et politiques publiques en Afrique ; expérience avérée avec des BMD  Justifier d'une expérience directe dans la zone UEMOA ou en Afrique de l'Ouest.
<b>Expert en infrastructures rurales et hydro-agricoles</b>	Audit technique et fonctionnel des ouvrages ; évaluation de l'état physique et des besoins de maintenance ; analyse de la résilience climatique des infrastructures	Ingénieur (génie rural, hydraulique ou génie civil) ; ≥ 10 ans d'expérience en conception, supervision ou évaluation d'ouvrages hydro-agricoles en Afrique de l'Ouest  Justifier d'une expérience directe dans la zone UEMOA ou en Afrique de l'Ouest.
<b>Expert en économie institutionnelle et gouvernance</b>	Analyse des dispositifs institutionnels et contractuels ; évaluation de la viabilité économique et financière ; étude des modèles de gouvernance multi-acteurs	Bac+5 (économie, droit ou sciences politiques) ; ≥ 10 ans d'expérience en gouvernance du secteur public et financement de la maintenance/entretien d'infrastructures en Afrique
<b>Spécialiste digitalisation et suivi de projets</b>	Analyse du potentiel des solutions numériques ; conception d'un protocole de suivi post-projet digital ; benchmarking des outils de gestion des actifs	Expérience en systèmes d'information géographique (SIG), télédétection, applications mobiles de collecte de données et tableaux de bord de pilotage – atout important

Il est fortement recommandé que l'un des experts mobilisés dispose de compétences avérées en matière d'ESG. À défaut, l'appui d'un expert en back office maîtrisant parfaitement ces questions devra être envisagé.

Compte tenu de l'approche transversale sensible au genre et à l'inclusion des jeunes retenue pour l'étude, l'équipe devra disposer, en son sein ou par appui ponctuel, d'une expertise dédiée à l'analyse genre et à l'inclusion sociale, notamment pour l'analyse des impacts différenciés et la conception de mécanismes de gestion et de maintenance inclusifs.

Le consultant pourra s'adjoindre toute autre compétence qu'il juge nécessaire à l'exécution efficiente de cette mission.

### 3. Capacité technique du soumissionnaire

- a) Avoir réalisé avec satisfaction, au cours des cinq (5) dernières années (2025 à 2021),

au moins deux (02) missions similaires, de montant équivalent (pour chaque mission) au budget maximal de la présente mission, appuyée de références pertinentes et dans des domaines similaires notamment.

- b) Avoir une bonne connaissance du secteur bancaire, notamment celui des banques multilatérales de développement.
  - - **Curriculum vitae détaillé** faisant ressortir les expériences pertinentes dans le secteur bancaire et les BMD ;
  - - **Attestations de bonne exécution** ou certificats de services faits délivrés par des banques ou institutions financières internationales (BOAD, BAD, Banque mondiale, IFC, BEI, Afreximbank, TDB, etc.) ;
  - - **Copies de contrats ou lettres de mission** portant sur des prestations réalisées au profit de banques ou BMD (avec les informations confidentielles masquées si nécessaire) ;
  - - **Références professionnelles** (nom de l'institution, personne de contact, fonction, téléphone, courriel) ;
  - - **Références de missions ou rapports d'études** portant sur le financement du développement, les instruments financiers, l'évaluation de portefeuilles, les politiques de crédit, la gestion des risques ou la structuration financière d'études, notes stratégiques, évaluations, publications ou autres livrables réalisés pour des banques ou BMD ;
  - - Attestations de participation à des programmes de formation spécialisés sur le financement du développement, la finance internationale, ingénierie financière ou analyse du secteur bancaire, la gestion des risques, les politiques des BMD, etc.
  - **Lettres de recommandation** ou attestations de collaboration émanant d'institutions financières, de banques de développement ou de partenaires techniques et financiers.
  
- c) Une bonne connaissance de l'environnement économique et financier de l'UEMOA est également nécessaire.
  - - CV mettant en évidence les expériences professionnelles réalisées dans les pays de l'UEMOA ou pour des institutions régionales ;
  - - Attestations de bonne exécution de missions d'études, de conseil ou d'assistance technique portant sur l'UEMOA ;
  - - Rapports d'études, publications, articles scientifiques ou notes de recherche sur les économies de l'UEMOA, les politiques régionales, les marchés financiers ou le secteur bancaire régional ;
  - - Références de missions réalisées pour la BCEAO, la Commission de l'UEMOA, la BOAD, le CREPMF, la BRVM, le FMI, la Banque mondiale ou d'autres institutions intervenant dans la région ;
  - - Diplômes ou certificats de formations spécialisées en économie, finance ou intégration régionale ouest-africaine ;
  - - Toute documentation démontrant une expertise avérée sur les politiques économiques, le cadre réglementaire, les marchés financiers ou le financement du développement dans l'espace UEMOA.

La liste des candidats présélectionnés comprendra entre 4 et 8 candidats.

Si plus de huit candidats éligibles satisfont aux critères de sélection énumérés ci-dessus, leurs points forts et leurs points faibles doivent être réexaminés afin d'établir un classement de leurs candidatures et identifier les huit meilleurs candidats ayant participé à la procédure. Les seuls critères de comparaison additionnels qui seront pris en considération dans le cadre de ce

réexamen sont, dans l'ordre dans lequel ils figurent ci-après, les suivants :

- a) Le plus grand nombre de marchés de services qui satisfont au critère 3.a ;
- b) La valeur cumulée la plus élevée de tous les marchés de services qui satisfont au critère 3.a.

**N.B.** : le premier critère de comparaison additionnel sera appliqué à tous les candidats éligibles qui satisfont aux critères de sélection. Si, après avoir appliqué le premier critère de comparaison additionnel, il n'est pas possible d'identifier les huit meilleurs candidats parce que deux candidats ou plus sont à égalité pour la 8<sup>ème</sup> sélection, le second critère de comparaison additionnel ne s'appliquera qu'à ces candidats qui sont à égalité.

## 12. Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse. Ces critères ont trait à la qualité technique et au prix de l'offre.

## V. SOUSSION DES MANIFESTATIONS D'INTERET

### 13. Date limite de réception des manifestations d'intérêt

La date limite pour la réception des manifestations d'intérêt est prévue pour le **31 juillet 2026, à 16h30**.

### 14. Modalités de présentation des manifestations d'intérêt et renseignements à fournir

Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en utilisant le formulaire de soumission disponible sur le site web [www.boad.org/avis-appel-manifestation/](http://www.boad.org/avis-appel-manifestation/)

### 15. Informations complémentaires et modalités d'envoi des manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés peuvent solliciter et obtenir des informations complémentaires sur la mission, entre 8h30 et 16h30 (GMT), auprès de la BOAD, par mail à l'adresse [mkabore@boad.org](mailto:mkabore@boad.org) avec copie à [akafando@boad.org](mailto:akafando@boad.org) et [tdabire@boad.org](mailto:tdabire@boad.org).

Les candidats intéressés par le présent appel à manifestations d'intérêt sont invités à envoyer leurs dossiers, en français, par courriel (au format PDF) en précisant l'objet « **Réponse à l'avis d'appel à manifestation d'intérêt- Référence N° <AMI/001/2026/DSE/BOAD** », à l'adresse [akafando@boad.org](mailto:akafando@boad.org) avec copie à [mkabore@boad.org](mailto:mkabore@boad.org) et [tdabire@boad.org](mailto:tdabire@boad.org).

S'ils le souhaitent, les candidats peuvent envoyer une copie physique de leurs dossiers sous plis fermés portant l'adresse ci-dessous, en indiquant la référence de l'Avis à Manifestation d'Intérêt en caractère bien lisible en français, avant la date limite du **31 juillet 2026, à 16h30 (GMT)**.

**Monsieur le Directeur du Département Stratégie et Etudes (DSE)  
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)  
68, avenue de la libération  
BP 1172 Lomé -Togo**

**Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt - Référence N° <AMI/001/2026/DSE/BOAD>.**

En cas de divergence entre la version électronique et la version physique, la version physique fait foi.

Les manifestations d'intérêt reçues après la date et l'heure limite susvisées ne seront pas examinées.

En cas d'envoi de deux candidatures, la candidature la plus tardive, reçue dans les délais sera considérée.

La BOAD respecte pour la mise en œuvre de cet appel, la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement de l'Union européenne n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Ainsi, et dans le cadre des envois électroniques des offres, toutes les données à caractère personnel seront traitées uniquement aux fins du présent appel d'offres, et pourront également être transmises aux organes chargés d'une mission de contrôle ou d'inspection. Le soumissionnaire dispose d'un droit d'accès aux données à caractère personnel le concernant, de même que d'un droit de rectification de ces données. Toute question du soumissionnaire, relative au traitement de données à caractère personnel le concernant, peut être adressée à la BOAD.

#### 16. Débriefing

Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa candidature (et plus tard son offre) n'a pas été retenue doit en faire la demande. La Banque communiquera dans les plus brefs délais par écrit l'explication du rejet de sa candidature. Si le soumissionnaire fait la demande d'assister à une réunion de **débriefing**, il devra en assumer tous les coûts.

#### 17. Langue


Toutes les communications par écrit pour cette procédure d'appel à manifestation d'intérêt et ce marché doivent être en français.

#### 18. Base juridique

Le Guide des procédures d'achats de la BOAD, disponible sur le site web [www.boad.org/avis-appel-manifestation/](http://www.boad.org/avis-appel-manifestation/).

**N.B. La BOAD se réserve le droit de ne pas donner suite au présent Avis de sollicitation de Manifestation d'Intérêt (AMI).**

Lomé, le 06 juillet 2026



**Ambroise KAFANDO**  
Directeur du Département  
Stratégie et Etudes